



**Déclaration préalable au CSA
du 1^{er} octobre 2024
Intitulée
« Ne festoyez pas, vaquez à vos corvées ! »**



Comme le disait Agnès : « La fierté de travailler dans l'usine pour qu'on dise que lorsque tu vas sur une ligne de production, c'est pas une punition. C'est pour ton pays, c'est pour la magie. Et c'est ça que vous pouvez rendre possible. Je vous remercie »

Monsieur le Directeur général,

A l'aube d'une nouvelle ère politique (ou pas d'ailleurs), **FO** vous souhaite de défendre au mieux les intérêts du Cerema auprès de la nouvelle ministre. **Question 1** : l'entretien s'est-il bien passé ? Comme vous le savez, notre établissement a subi les plus fortes baisses d'effectifs des services du ministère ces dernières années. L'utilisation du terme « Défendre » n'est pas abusif considérant l'historique des multiples restructurations que nous avons subies.

Il s'agit surtout de défendre au mieux les agents, agents et pas « ETP », car la vision de la Direction générale ne correspond pas toujours à cette notion d'humanité. Quand un plan social est présenté comme une réussite, c'est un peu magique, non ?! Ca pose question sur l'état d'esprit dans lequel sont perçus les agents du service public, à savoir une approche toujours purement gestionnaire et comptable.

*Faut-il être rentable dans les missions de service public ? **Question 2***

Constat pour les services publics

Le dernier rapport magique de juillet 2024 qui évoque le cas de l'IGN et du Cerema apporte une réponse. Rien que son intitulé est révélateur : « Modèle économique des établissements publics », pour ne pas dire « business plan ». Adopter les règles du jeu du privé avec les contraintes du public. Les IGEDD parlent des « difficultés de soutenabilité financière de l'IGN », et le Cerema n'est pas loin – lui non plus - des difficultés financières : la meilleure preuve en est l'absence de Budget Rectificatif (BR) à cette période de l'année. Est-ce un oubli ou est-ce volontaire de votre part ? Les recettes sont-elles à la hauteur de vos espérances ? [Questions 3.1 et 3.2](#)

Concernant l'**IGN**, il est écrit qu'un rebasage d'urgence est en cours de discussion dès l'exercice de gestion 2024 et là, par magie, apparaît la solution :

*« un pilotage financier appuyé sur une **comptabilité analytique** des coûts de production fiable et pertinente (probablement avec l'équivalent de NOVA), et qui doit devenir un outil de compte rendu et de dialogue avec les tutelles, les commanditaires et le conseil d'administration pour sensibiliser sur les risques et les mesures à prendre en anticipation. »*

Y-a-t'il déjà eu du respect dans le dialogue de gestion avec les tutelles ? Lol. Toutes les baisses drastiques qui nous ont été imposées l'ont toujours été indépendamment de quelque comptabilité analytique que ce soit. Partagez-vous ce constat ? [Question 4](#)

Dure rentrée aussi pour l'**Ademe** car l'agence de la transition écologique pourrait voir son budget réduit de 35 % en 2025. Avez-vous échangé avec votre collègue à ce sujet ? [Question 5](#)

Dure rentrée pour la démocratie et le nouveau nom des ministères car personne n'arrivera à les prononcer. D'ailleurs, n'y-a-t'il pas deux ministres à considérer au vu de la répartition. Bref, à l'heure d'une nouvelle période de rigueur, les agents seront encore les marges d'ajustement du budget, comme ils l'ont toujours été finalement.

Cerise sur le gâteau, la France va transmettre son plan de réduction (des dépenses) le 31 octobre prochain à Bruxelles. C'était une demande de la France : obtenir un délai supplémentaire pour fournir à la Commission Européenne sa trajectoire de redressement des finances publiques. Oui, trajectoire comme celle de la comète Nova qui va passer près du Cerema avec ses poussières d'étoiles. Le Cerema a-t'il déjà reçu ses objectifs magiques de rigueur ? [Question 6](#)

Oui, il faut bien parler de rigueur avant la récession car à la vitesse où ça va, nous allons dans le mur. La crise du logement neuf a des répercussions importantes sur l'ensemble du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). Ainsi, l'activité globale du BTP a connu une baisse de 2,7% en volume en 2023 et les prévisions pour 2024 tablent sur un nouveau recul de 2,8%. A force de reculer, c'est le 4^e épisode de la 7^e compagnie que le nouveau gouvernement va tourner.

Au final, les rapports sur les services du RST se succèdent et beaucoup de temps est gaspillé pour justifier leur existence, pire pour expliquer pourquoi chacun mérite d'exister alors qu'il y a tant à faire pour réussir la transition écologique.

Situation pour les bénéficiaires/clients

Dure rentrée aussi pour nos clients, en effet, les collectivités territoriales sont accusées d'être également responsables du déficit (Lemaire qui flingue les maires, c'est magique aussi vu son bilan). Ces mêmes collectivités devront probablement revoir à la baisse leurs commandes au Cerema. Certaines ne sont pas loin du refus d'état de frais dans Notilus. Sans parler du fonds vert qui va se retrouver sans fonds.

Faut-il revoir la stratégie financière du Cerema ? Question n'appelant pas de réponse.

Les collectivités territoriales, comme les conseils départementaux, vous ont-elles déjà signalé leurs difficultés à venir, lors des récents COR par exemple ? [Question 7](#)

Situation pour les agents publics

Dure rentrée pour les fonctionnaires et les contractuels publics avec le nouveau ministre de la fonction publique, anti-fonctionnaire assumé. Pour mémoire, la réforme de la fonction publique prévue en septembre a été suspendue suite à la dissolution de l'Assemblée nationale ; la mesure

phare en était de favoriser le licenciement des agents publics. Allons-nous subir une nouvelle augmentation du nombre d'emplois précaires au Cerema ? Quelle est la tendance actuelle ?

Question 8

Quid aussi du discours irresponsable et primaire du pseudo-patron du MEDEF, proactif pour casser du fonctionnaire tous les matins en pointant du doigt une nouvelle fois le déficit des retraites des fonctionnaires ou encore attribuer aux fonctionnaires la responsabilité de la dette française. A force de diminuer le nombre de fonctionnaire actif, le déséquilibre de la rentrée des fonds impacte le paiement des pensions ! Quand on veut tuer son chien, on l'accuse d'avoir la rage, voire le Covid !

D'aucun évoquent l'absentéisme des fonctionnaires et prônent l'augmentation des jours de carence. D'autres parlent de valoriser le mérite dans la fonction publique, ce qui se traduit par la baisse de l'enveloppe globale car l'opacité facilitera les coupes discrètes comme le fait le Cerema.

Pourtant, il est bon de savoir qu'à la suite des administrateurs civils l'année dernière, les IPEF et les AUE viennent d'obtenir une augmentation de leur CIA de 2 000 € à plus de 5 000 €. Ces largesses paraissent difficile à justifier, alors que rien n'est prévu pour les autres corps ! Ou serait-ce une récompense cachée pour la bonne gestion de la rigueur effectuée sur le dos des agents ?

Question 9

Pour les salaires, saviez-vous que le dernier décile a fait plus de 10 % d'augmentation alors que les autres ont baissé ? Ce n'est pas la crise pour tout le monde au Cerema. Combien de femmes dans le TOP 20 des salaires au Cerema ? Questions 10.1 et 10.2

Pour connaître une amélioration de leur sort, les gueux devront attendre un changement d'échelon, une mobilité, une promotion, voire des décisions de justice via les tribunaux administratifs vis-à-vis du RIFSEEP. Les décalages de paiement arrangent bien le Cerema en fin de gestion.

Parlons-en des « **promotions** ». Quelle est la stratégie de la Direction générale qui a tout pouvoir pour créer des conditions favorables au maintien de l'attractivité du Cerema mais qui ne fait rien et qui se cache derrière le méchant ministère qui est vraiment méchant mais est-il vraiment méchant le vilain ministère très très méchant, oh le vilain ? Question 11

Pour les C qui deviennent B, la situation évolue et c'est très bien, pour les B qui deviennent A, ça se complique. Pour les A qui passent A+, dans un repyramidage hiérarchique qui bloquent les parcours professionnels, ça devient de l'art subtil. En dehors d'un positionnement hiérarchique, point de salut ! La DRH s'essuie visiblement les pieds sur l'expertise ! A l'époque, l'idée d'une expertise reconnue qui pallierait un défaut de positionnement hiérarchique permettait de calmer les agents. Aujourd'hui, si vous n'êtes pas responsable RSA ou responsable de groupe ET Expert international, vous ne deviendrez jamais ingénieur en chef par exemple. La direction va-t-elle communiquer sur la fin de l'évolution des carrières des experts qu'on envoie dans les territoires de France et de Navarre plutôt qu'à l'international. Les experts doivent-ils refuser d'aller à la campagne pour penser à leur carrière ? Question 12

La prochaine étape, c'est qu'il faut être expert interstellaire ou intergalactique pour s'élever socialement ? Est-il possible d'avoir un espace de dialogue et de transparence sur le sujet des promotions afin d'adapter les règles aux spécificités de notre service ? Question 13

Pour rappel, les personnes qualifiés sont sensées respecter l'avis du comité de domaine mais peut-être que vous n'êtes pas d'accord avec ça ? Quel message envoyez-vous aux Ingénieurs divisionnaires du Cerema pour un établissement qui se veut d'expertise ? Quid des spécialistes ? Quid des experts ? Rappelons que jusqu'en 2020, être reconnu « expert » conduisait automatiquement un divisionnaire à devenir ingénieur en chef, quel que soit son positionnement hiérarchique ! Question 14

A noter que l'expertise internationale est parfois inatteignable dans certains comités de domaine mais encore faut-il le savoir avant de juger.

Concernant le **recrutement**, c'est parfois la surprise : « Heureusement qu'on a Mélanie pour savoir qui vous recrutait en A++ ? ». Et en parlant de poste, a-t'on une idée de la répartition des 15 postes supplémentaires que vous avez récupérés et qui devaient être répartis dans les Dter ? (comprenez : pas au siège ni en Dtec). [Question 15](#)

Concernant les congés forcés, dès que ça dépasse les 4 jours, FO s'oppose catégoriquement à toute forme d'imposition supplémentaire sur des prétextes hasardeux. En 2025, il n'y a pas de semaine à cheval ce qui pose problème aux parents en garde alternée. Quid du jour 2026 qui n'est pas sur 2025 ? [Question 16](#)

Au vu de la rigueur subtilement annoncée pour que les agents ne se plaignent pas, les prochaines sorties CLAS seront-elles en visio ? [Question 17](#)

Si vous pensez que l'action sociale coûte un pognon de dingue au Cerema, avez-vous une idée du pourcentage qu'elle représente dans le budget total du Cerema, histoire de rigoler un peu ? [Question 18](#)

Pouvez-vous nous donner les conditions de financement des CLAS en 2025 : une part fixe par Dter/Dtec ? Une part variable par agent ? Le montant total 2025 sera-t'il inférieur à la dotation actuelle de 2024 ? [Questions 19.1 et 19.2](#)

Enfin, le sujet ultime du mépris du Cerema porte sur la **restauration des personnels**. Comparée à celle de VNF par exemple, la position de la Direction générale est bien révélatrice de ce qu'elle pense actuellement :

« Produis ! Tais toi ! Mange si t'as 5 min ! ».

Quand on dit « mange », c'est plutôt démerde toi tout seul à certains endroits et, pendant ce temps-là, la direction économise également sur les participations non versées et ce depuis des années. Autant vous dire que ça ne correspond pas du tout aux valeurs de FO et à nos principes.

Toutefois, saluons une amélioration pour les agents (pas tous) bénéficiant d'un certain indice avec la PIM (Prestation interministérielle « restauration »). Quelques miettes bien loin du festin de Mac Kinsey dont tout un chacun peut se faire une idée dans le reportage de Cash investigation.

Sur vos chiffres de la restauration collective, à noter qu'à plusieurs endroits, vos estimations se sont cependant effondrées et le coût des repas commence à poser problème partout. L'avez-vous constaté ? [Question 20](#)

Toujours pas de syndrome de Stockholm pour FO !

Force Ouvrière vous remercie d'avance des réponses concrètes à l'attention des agents !

JE-NOUS-TOUS FO!